

page 199 lectures

PRE

## Israël, une démocratie fragile

Samy Cohen

Paris, Fayard, 2021, 288 pages

## L'Étoile et le Sceptre. Histoire diplomatique d'Israël

Emmanuel Navon

Paris, Hermann, 2022, 472 pages

## L'échec d'une utopie. Une histoire des gauches en Israël

Thomas Vescovi

Paris, La Découverte, 2021, 372 pages

Alors que le président des États-Unis Joe Biden a entamé sa tournée au Moyen-Orient par un séjour en Israël où il a été accueilli avec circonspection, l'État hébreu connaît un nouvel épisode d'incertitude politique. La démission du Premier ministre Naftali Bennett (Yamina) le 19 mai dernier a provoqué des élections anticipées prévues en novembre, les cinquièmes en quatre ans. Cette incapacité à se rassembler autour d'une personnalité politique, après les démêlées judiciaires ayant entaché la crédibilité de Benjamin Netanyahu, interroge sur la santé de la démocratie israélienne : cette dernière est-elle en crise ? Quelles seraient les conséquences internationales de son basculement vers une « démocratie » ? Quel rôle Israël doit-il jouer dans une région centrale pour les approvisionnements mondiaux en hydrocarbures, rendus plus critiques encore après l'invasion de l'Ukraine par la Russie ?

Emmanuel Navon, chercheur à l'Institut de Jérusalem pour la stratégie et la sécurité et au Forum Kohelet, propose dans *L'Étoile et le Sceptre. Histoire diplomatique d'Israël* une analyse de la politique étrangère israélienne dans une perspective historique ancrée à son origine religieuse. La thèse défendue est qu'Israël doit se souvenir de la « leçon fondamentale que lui enseigne son passé [...] » : « trouver un équilibre entre la foi et le pouvoir, l'étoile et le sceptre, car sans le sceptre, l'étoile est en danger d'extinction ; sans l'étoile, le sceptre n'a pas de raison d'être ». Pour Navon, ce mélange de réalisme et d'idéologie doit guider l'État hébreu, car « les Juifs ont survécu et ont mené à bien leurs relations avec les autres nations grâce à un sentiment profond d'être porteurs d'une mission historique, et à l'adaptation permanente de cette mission au monde réel ». La démonstration s'effectue en quatre parties, organisées de manière plus thématique que chronologique. Dans la première, l'ouvrage offre une plongée dans les sources bibliques d'une diplomatie juive en restituant les concepts religieux du « peuple qui sera seul », de l'éternelle hostilité d'Amalek et de la mise à l'épreuve divine. Son intérêt principal est de permettre de mieux appréhender le récit que se font les acteurs du rôle joué à l'international par Israël, dans un contexte où les références religieuses sont constantes dans le discours politique israélien. Navon s'inscrit ici dans la lignée des travaux ouverts par Michael Walzer, qui a entrepris de sonder les sources religieuses pour construire une théorie politique du judaïsme, et aux

antipodes de l'ouvrage de Shlomo Sand, qui défendait la thèse selon laquelle l'appréhension du temps biblique comme naissance d'une nation juive est l'œuvre d'une relecture des sources religieuses par les sionistes au XIX<sup>e</sup> siècle.

La deuxième partie couvre une large période, de l'Antiquité à la Seconde Guerre mondiale, et s'attache à la compréhension d'une « diplomatie juive » avant la création d'Israël, le sionisme étant présenté comme une diplomatie dès sa création en 1897. Si l'effort de synthèse doit être salué, on regrette cependant l'absence d'un travail de définition du concept de diplomatie, pensé ici comme a-contextuel : dans quelle mesure est-il opérant en l'absence d'un État et donc d'une administration dédiée ? Navon analyse par exemple les pressions internationales à l'encontre de l'Empire ottoman en 1840 à propos de l'affaire de Damas – qui avait vu sa communauté juive accusée d'avoir assassiné un religieux chrétien pour utiliser son sang à des fins rituelles –, comme « les bases d'un lobby juif européen ». En dépit de cette absence de clarification sur les cadres épistémologiques bornant la réflexion, l'auteur resitue habilement les rapports de force de l'époque et le jeu des puissances européennes. Si l'Allemagne soutient le sionisme par principe mais craint de froisser son allié ottoman, le Royaume-Uni, favorable à l'établissement d'un « foyer juif en Palestine », selon les termes de la déclaration Balfour, ne contrôle pas encore le Moyen-Orient. Il se trouve pris au piège d'un jeu de promesses contradictoires après avoir utilisé son adhésion au sionisme pour obtenir le soutien des juifs américains et russes durant la Première Guerre mondiale, tout en s'engageant pour l'indépendance arabe afin de saper l'influence ottomane dans la région.

Les deux dernières parties s'attellent à la description d'Israël devenu État, traitant respectivement de sa place au Proche-Orient puis de sa position sur la scène internationale. Elles montrent, pendant toute la guerre froide, l'érosion progressive de l'influence de la France et du Royaume-Uni au profit des États-Unis et de l'URSS, deux nouveaux acteurs avec lesquels Israël parvient à maintenir un lien. Ce non-alignement opère toujours aujourd'hui, et a conduit le président ukrainien Zelensky à solliciter l'aide d'Israël pour une médiation entre Ukraine et Russie, avant d'opter pour la Turquie. Bien qu'essentiellement descriptif, l'ouvrage d'Emmanuel Navon est bien structuré, fait un effort de pédagogie et offre des synthèses utiles, en particulier dans la partie conclusive portant sur les relations bilatérales d'Israël, peu couvertes dans la littérature spécialisée en dehors des États-Unis et de l'Europe.

En ne reliant pas son analyse de la diplomatie à la structure des institutions politiques, Navon oblitère le débat sur le caractère spécifique des politiques étrangères menées par les démocraties, ouvert par Michael Doyle dans sa théorie de la paix démocratique. Sa lecture est donc utilement mise en perspective par l'ouvrage de Samy Cohen, directeur de recherche émérite à Sciences Po, qui prend la question à bras-le-corps en partant d'un triple constat : si Israël est bien une démocratie, elle n'appartient toutefois pas au club des démocraties libérales et se trouve fragilisée par une pratique autoritaire du pouvoir et un mépris des institutions constituant l'état de droit. La périodisation du livre *Israël, une démocratie fragile* embrasse six moments clés. Le premier part du « péché originel » de 1948, constitué par

l'abandon de l'aspiration libérale portée par les Lumières et la Halakha, conduisant à l'absence d'une constitution distinguant les sphères religieuse et étatique, et à la faillite de la protection des minorités, que Cohen décrit comme « l'âme de la démocratie ». L'auteur analyse ensuite la consolidation dialectique de la société démocratique entre les années 1970 et 1990, constituée par l'affrontement entre deux idéaux politiques, le premier incarnant une aspiration libérale vers un État plus tolérant, une Cour suprême indépendante et une société plus laïque, mais contrebalancé par un deuxième qui reflète un triple repli nationaliste, religieux et identitaire. C'est cette dernière tendance qui triomphe au cours de la décennie suivante, marquée par l'assassinat en 1995 d'Yitzhak Rabin. La dernière partie de l'ouvrage est consacrée aux plaies de la démocratie israélienne que sont l'occupation, l'usure morale face au terrorisme et les années Netanyahu, dominées par une érosion du pouvoir judiciaire.

La perspective dressée est inquiétante, et l'auteur rejoint Thomas Vescovi dans ses doutes quant à l'avenir de la démocratie israélienne, que ce dernier estime en voie de fascisation. Dans *L'échec d'une utopie. Une histoire des gauches en Israël*, ce chercheur indépendant en histoire contemporaine propose une nécrologie de ce fantôme politique dont l'absence hante la démocratie israélienne. Il y décrit l'effondrement d'une gauche ne parvenant pas à surmonter ses contradictions vis-à-vis du sionisme, dont la compatibilité avec la démocratie libérale est questionnée. L'ouvrage est d'emblée placé sous une thèse forte : comme son titre l'indique, la gauche en Israël est utopique, au sens où elle n'y trouve pas son lieu, où elle est appelée à occuper un espace politique inexistant, ce qui la condamne d'emblée à l'échec. Par son souci du détail, ce livre restitue les débats de la myriade de courants à gauche qui constituent la galaxie politique israélienne, et ses revirements à l'aune des trajectoires personnelles et de la conjoncture internationale.

La gauche israélienne est historiquement divisée en trois courants. Le premier est travailliste, sous l'égide de Ben Gourion, et adhère pleinement au sionisme en se concentrant sur l'amélioration des conditions de vie de la population juive. Il vise un État libéral à la diplomatie alignée sur les démocraties capitalistes occidentales et prend dès les années 1930 ses distances avec l'internationalisme.

Créé en 1930, le Mapai se fonde sur les *kibboutzim*, qui ne représentent pourtant à l'époque que 4 à 7 % du *yishouv* tout en en constituant l'inspiration et le fer de lance, et exclut les Palestiniens. Son objectif est de lutter contre le parti révisionniste de Jabotinsky, défenseur d'un modèle économique libéral. En face, la gauche palestinienne revendique l'héritage du panarabisme mais peine à convaincre une société marquée par un nationalisme local et territorial, attachée aux valeurs traditionnelles.

Enfin, la gauche communiste entretient un rapport ambigu au sionisme. Alors que le II<sup>e</sup> congrès du Komintern dénonce en 1920 l'impérialisme, et que le sionisme y est présenté comme une entreprise coloniale, les communistes se détournent rapidement des masses palestiniennes, dont ils ne parlent pas la langue. La description de la stratégie du *yishouvisme* mise en place par le Parti communiste palestinien (1923-1943) est un exemple de ces compromis : elle vise à présenter

la colonisation des terres comme un mal nécessaire pour former l'avant-garde prolétarienne de la région, puisque l'immigration juive doit instaurer « un changement dans les rapports de production ». Aujourd'hui, le parti d'Ayman Odeh, issu du mouvement communiste Hadash et leader de la liste arabe unie, troisième force politique du pays, se veut l'héritier de ces différentes sensibilités en prônant l'union des communistes et des Palestiniens d'Israël par-delà les clivages religieux.

Pour Vescovi, alors que la droite nationaliste est traversée par un affrontement entre religieux et laïcs, la gauche doit construire un nouveau récit commun qui inclurait ses éléments non sionistes. La force de l'ouvrage est de ne pas se cantonner à une approche institutionnelle de la gauche, et d'inclure dans son cadre d'analyse des cercles militants et les organisations non gouvernementales (ONG), particulièrement actifs sur l'enjeu de l'occupation. Les menaces pesant sur Michael Sfar, figure de cette gauche non institutionnelle et avocat représentant les six ONG palestiniennes dédiées à la défense des droits de l'homme interdites en 2021 en raison de leurs liens supposés avec le Front populaire de libération de la Palestine, font craindre que l'appareil judiciaire ne soit instrumentalisé pour réprimer l'opposition à la colonisation. Les élections de novembre seront donc décisives pour l'avenir de la démocratie israélienne, qui a déjà fait preuve par le passé de sa capacité de rebond.

**Amélie Férey**

Chercheuse au Centre des études de sécurité de l'Ifri

## Relations internationales

---

### LES VOIES DE LA PUISSANCE. PENSER LA GÉOPOLITIQUE AU XXI<sup>e</sup> SIÈCLE

Frédéric Encel

Paris, Odile Jacob, 2022,  
304 pages

### THE WEAPONISATION OF EVERYTHING: A FIELD GUIDE TO THE NEW WAY OF WAR

Mark Galeotti

New Haven, Yale University Press,  
2022, 248 pages

Des armements de plus en plus chers, des opinions publiques de moins en moins tolérantes aux pertes et, d'une façon générale, des façons de s'affirmer qui ont évolué pour ne plus se résumer aux simples ressources naturelles, à une superficie ou à une démographie : si la compétition stratégique demeure une réalité à laquelle l'actualité renvoie quotidiennement, les approches et modes d'action se sont diversifiés. Partant d'un même constat, Mark Galeotti – que l'on connaît pour ses travaux autour de la Russie et la métamorphose de son art de la guerre devenu « hybride » – et Frédéric Encel redéfinissent les nouvelles formes de la puissance, où les États dessinent leur place dans un ordre du monde nouveau.

Les deux ouvrages, pour similaire que soit leur finalité, tiennent à la fois du manuel et du traité. Frédéric Encel propose trois parties, dont la première apporte les nécessaires bases conceptuelles définissant la puissance (« Critères, moyens et instruments de la

puissance »), avant de présenter logiquement les États puis les nouveaux acteurs – des organisations internationales aux GAFAM en passant par les acteurs du crime organisé. Ce choix permet de ne rien laisser au hasard, même si cela frustre un lecteur qui voudrait parfois en savoir plus. Galeotti transforme l'essai : les chapitres sont courts, percutants et s'ouvrent sur un cas concret offrant un aperçu de la réalité des nouvelles formes de guerre. Le titre, qu'on pourrait traduire imparfaitement par l'« arsenalisation de tout » ou la mise en œuvre de l'expression populaire « faire flèche de tout bois », est illustré dans la troisième partie, « War Is All Around Us ». On a le vertige, quand notre monde de droit, d'information et de culture paraît en réalité sapé sur ses fondations, et instrumentalisé dans un futur d'instabilité chronique.

Dans les deux cas, l'histoire offre des comparaisons, Encel de façon plutôt classique, appuyant sa démonstration par des rappels et des mises en perspective, quand Galeotti s'emploie à décrire des exemples aussi étonnants que le rapt d'Eston Kohver (un membre de la KaPo estonienne) ou les aventures de Leng Feng (le James Bond chinois).

L'approche d'Encel définit la puissance au prisme de la notion de souveraineté, soulignant le rôle et l'importance des États. Partant du principe que la puissance étatique est par nature plus redoutable que celle des puissances non étatiques, c'est finalement un discours sur l'État qui est suggéré : « Même rudement défié, l'État reste l'acteur principal ». L'auteur récuse l'idée d'une révolution copernicienne tant de fois annoncée (fin du leadership américain, ou poncifs sur la Russie) pour mieux mettre en lumière les tensions nées des rapports à de nouveaux acteurs. Là

réside l'intérêt de la démonstration : aux affrontements interétatiques – dont l'actualité démontre qu'ils ne sont pas terminés – s'ajoutent les défis posés par les concurrents et adversaires, certains connus (les groupes d'États, les alliances, les églises...) et d'autres attendus, à l'instar des géants économiques et financiers (GAFAM et BATX). Il faut le marteler : puissants, ces acteurs ne le sont que parce que les États leur ont laissé une place et une influence notables. Toutefois, ils sont de plus en plus nombreux et les logiques de négociation ou de prise en compte de cette galaxie deviennent une exigence évidente...

Galeotti n'a pas les mêmes prudences ; dans la foulée de ses travaux sur l'hybridité et les actions de guerre sous le seuil, il élargit la notion de conflit non militaire à l'ensemble des relations entre États. Face au triptyque paix-crise-guerre qui structurerait les relations internationales, ou à la logique « compétition-contestation-confrontation » que propose le chef d'état-major des armées français, Galeotti considère que nous sommes engagés dans une forme de conflit permanent. Chaque aspect de notre quotidien, qu'il concerne le citoyen ou un gouvernement, paraît pouvoir être instrumentalisé au service des intérêts particuliers d'un groupe ou d'acteurs plus souvent mal que bien intentionnés. Le constat en soi n'est pas neuf : on ne peut faire mine de découvrir l'histoire de la désinformation, l'emploi du *soft power* ou le poids des sanctions économiques. L'apport de Galeotti est autre : il souligne comme la technologie accélère une fragmentation des sociétés, une défiance des individus les uns envers les autres et envers les formes de gouvernement... ce qui conduit à une incapacité notoire des États à assurer la notion même de sécurité sur leur espace et leur population.

Les deux ouvrages se répondent en une forme de miroir inversé : Encel conclut sur les négociations et les nécessaires formes de coopération pour limiter les prétextes à l'usage de la violence, quand Galeotti, dans son dernier chapitre « Learning to Love the Permanent, Bloodless War », nous invite à accepter l'idée d'un monde en tension permanente, où la guerre – même sans destruction immédiate ou mobilisation générale – serait notre réalité. Écrits tous les deux avant la guerre en Ukraine, ces deux ouvrages n'en demeurent pas moins pertinents pour comprendre que les logiques de puissance demeurent effectives.

En réalité, Encel comme Galeotti font œuvre utile en soulignant que le recours à la guerre n'est pas à exclure, qu'elle reste sous le seuil et camouflée derrière des pratiques dites trop souvent hybrides, ou sans fard et dans la brutalité des destructions, comme on le voit en Ukraine. Les deux auteurs nous invitent à déciller le regard, à considérer quelles sont nos responsabilités, individuelles et collectives. Pour comprendre l'état du monde, lisez Encel. Pour développer votre résilience, lisez Galeotti.

**Guillaume Lasconjarias**

### **SPIN DICTATORS: THE CHANGING FACE OF TYRANNY IN THE 21<sup>ST</sup> CENTURY**

Sergei Guriev et Daniel Treisman  
Princeton, Princeton University  
Press, 2022, 360 pages

Aux « dictateurs de la peur » du XX<sup>e</sup> siècle ont succédé les « dictateurs de la manipulation », adeptes de la communication moderne, qui cherchent

à façonner l'opinion publique en préservant les apparences d'un état démocratique. Les deux auteurs ont suivi de près l'ascension du système dictatorial de Vladimir Poutine, qu'ils considèrent comme exemplaire de tendances à l'œuvre dans de nombreux régimes autoritaires, de la Hongrie de Viktor Orbán au Venezuela d'Hugo Chávez, en passant par la Malaisie de Mahathir Mohamad. Pour étayer leur thèse, les auteurs se nourrissent à la fois de leur expérience personnelle, de travaux récents en science politique et en économie, et de bases de données constituées par leurs soins pour quantifier, entre autres, la violence politique et la censure sur la longue durée.

À la différence des « dictateurs de la peur », les « dictateurs du spin » ne recourent pas à la répression de masse, violente et publique. Ils cherchent à discipliner moins ostensiblement, en arrêtant les dissidents pour des crimes non politiques. Ils ne cherchent pas à contrôler tous les moyens de communication mais manipulent l'opinion à travers les médias et les réseaux sociaux, recourant aux méthodes de Madison Avenue tout en laissant un espace d'expression à l'opposition, qu'ils s'emploient à marginaliser discrètement. Ils ne recourent plus systématiquement à la censure ouverte, encouragent l'autocensure et la prise de contrôle indirecte des médias privés par des proches, tout en restreignant au besoin la diffusion des publications critiques et en recourant à des *trolls* pour étouffer les voix dissidentes sur internet.

Ils ne méprisent plus ouvertement les régimes parlementaires mais imitent la démocratie en s'efforçant de donner un aspect compétitif à leurs élections, ces « opérations spéciales utilisant les technologies des médias », selon la formule

du consultant politique russe Gleb Pavlovsky. Ils n'imposent plus d'idéologie, mais se présentent comme pragmatiques et projettent une image de compétence. Enfin, ils ne recourent plus à une propagande intimidante, qui avait pour objet de fabriquer le conformisme et de rendre la répression plus efficace, mais s'approprient les codes des réseaux sociaux et de la célébrité, scrutant soigneusement leurs sondages de popularité.

Les « dictateurs du spin » cherchent moins à être craints qu'à être aimés, à l'intérieur comme à l'extérieur de leurs frontières. Selon les auteurs, un « cocktail de modernisation » serait à l'origine de cette évolution des régimes dictatoriaux : le passage à une société post-industrielle, la mondialisation de l'économie et de l'information ainsi que l'essor d'un mouvement mondial en faveur des droits de l'homme ayant rendu plus délicat et coûteux le recours à la terreur.

Ce livre vient à point nommé pour éclairer le retour en force des régimes dictatoriaux qui, depuis 2019, sont plus nombreux que les régimes démocratiques. Sergei Guriev et Daniel Treisman concluent en proposant quelques réponses au défi majeur posé à nos démocraties : accueillir favorablement la modernisation chez nos adversaires, restaurer la confiance dans nos institutions pour ne pas prêter le flanc à la critique, interdire chez nous le lobbying rémunéré par les États autoritaires, et fonder une « alliance des démocraties libérales pour défendre la démocratie ».

**David Colon**



## Économie

---

### LA COURSE À LA SUPRÉMATIE MONÉTAIRE MONDIALE. À L'ÉPREUVE DE LA RIVALITÉ SINO-AMÉRICAIN

Michel Aglietta, Guo Bai  
et Camille Macaire  
Paris, Odile Jacob, 2022,  
304 pages

### CAN BRICS DE-DOLLARIZE THE GLOBAL FINANCIAL SYSTEM?

Zongyuan Zhe Liu et Mihaela Papa  
Cambridge, Cambridge University  
Press, 2022, 94 pages

La contestation du dollar américain comme principale devise internationale agitait le monde académique et les milieux politiques et d'affaires avant même l'effondrement du système de Bretton Woods voici cinquante ans. Pourtant, depuis la grande crise de 2008, la dédollarisation est devenue un enjeu géopolitique majeur. Elle est précisément traitée par les ouvrages d'Aglietta *et al.* et de Liu et Papa. Les premiers étudient l'évolution du rapport de force financier et monétaire entre États-Unis et Chine, alors que les seconds mesurent la façon dont les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) se sont coalisés pour réduire l'influence du dollar.

Aglietta *et al.* rappellent à juste titre que la Chine évite de brûler les étapes et impose très progressivement le yuan comme monnaie internationale de référence. Cette stratégie est conditionnée par la structure même de son économie.

La Chine demeure incontournable pour les chaînes de valeurs des multinationales japonaises, sud-coréennes et aussi au-delà. Sa dynamique en tant que grand exportateur et investisseur international lui garantit une influence croissante auprès de ses partenaires. Cependant, l'ouverture financière partielle de Pékin, le fort endettement du secteur privé et le durcissement de nombreuses réglementations plaident pour une internationalisation lente du yuan. Celle-ci semble inéluctable et vient directement défier la puissance financière et monétaire américaine.

La question fondamentale est dès lors la suivante : selon quelles modalités la dédollarisation de l'économie mondiale s'est-elle manifestée depuis 15 ans en Chine et dans les autres États émergents ? Liu et Papa apportent une réponse claire et détaillée, dégageant deux options bien distinctes mais non exclusives.

D'une part, on observe des politiques d'émancipation, voire de rupture, vis-à-vis du système monétaire dollarisé. La New Development Bank (NDB), créée par les BRICS en 2014, vient concurrencer la Banque mondiale et s'efforce d'octroyer, autant que possible, des prêts en monnaies locales. La NDB émet elle-même des obligations en yuan pour se financer. Autre tendance notable : sous la pression de la Chine et de la Russie, le billet vert n'est plus utilisé pour le paiement de diverses matières premières. Par ailleurs, afin de réduire sa dépendance à l'égard de SWIFT (principal système occidental de messagerie financière), Pékin a lancé son propre système, le CIPS, qui a procédé quotidiennement à plus de 19 milliards de dollars de transactions en 2020. Mais le plus gros succès enregistré en matière de contestation du roi-dollar

est la percée remarquable d'UnionPay. Ce réseau chinois de cartes bancaires délivre déjà plus de cartes de crédit que Visa et Mastercard réunis, et constitue un vecteur de l'usage du yuan. À l'heure actuelle, c'est le développement des monnaies digitales des banques centrales des BRICS qui est susceptible de réduire l'influence du dollar. Dans ce domaine, Pékin est indiscutablement en avance sur ses partenaires.

Parallèlement se développent les initiatives visant à réformer, au sens large, le système monétaire international. Une première mesure a été l'instauration du *Contingent Reserve Arrangement*, ligne de crédit destinée aux BRICS confrontés à un déséquilibre de leur balance des paiements. Ensuite, plusieurs BRICS ont cherché à réduire leurs réserves en dollars. Le cas le plus emblématique est certainement celui de la Russie, qui s'est débarrassée d'une grande partie de ses bons du Trésor américains en 2017, et les a remplacés par de l'or et des actifs en yuan. Enfin, l'usage des monnaies locales et de l'euro pour le commerce entre grands pays émergents s'est accru, au détriment du dollar.

En revanche, le projet de la Chine d'avoir un système de réserve international fondé sur les droits de tirage spéciaux (DTS – actif de réserve géré par le Fonds monétaire international – FMI) risque de rester lettre morte, car le poids des BRICS dans l'institution washingtonienne est insuffisant. Il est utile de signaler qu'Aglietta *et al.* défendent une refonte profonde du système monétaire international. Ils préconisent le lancement d'un DTS digital, ainsi qu'un renforcement du rôle du FMI, qui exercerait un contrôle macroprudentiel en coopération avec le Conseil de stabilité financière et la Banque des règlements internationaux.

Les deux livres ont le mérite de traiter habilement d'un sujet essentiel pour les années à venir. Le lecteur restera néanmoins perplexe devant l'enthousiasme des auteurs qui voient dans le processus de dédollarisation une opportunité pour contourner les sanctions américaines...

**Norbert Gaillard**

### LA BANQUE-PROVIDENCE. DÉMOCRATISER LES BANQUES CENTRALES ET LA MONNAIE

Éric Monnet

Paris, Seuil, 2021, 128 pages

### THE LORDS OF EASY MONEY: HOW THE FEDERAL RESERVE BROKE THE AMERICAN ECONOMY

Christopher Leonard

New York, Simon & Schuster, 2022,  
384 pages

La crise des *subprimes*, puis celle du Covid-19, ont profondément et durablement transformé la structure de nos systèmes financiers, ainsi que le rôle joué par les autorités monétaires. Il paraît désormais difficile de remettre en question l'idée, déjà avancée il y a plus de deux siècles par Adam Smith, que la banque centrale est un « grand moteur de l'État ». Dans le consensus d'avant 2008, la doctrine de l'indépendance des banquiers centraux s'était largement appuyée sur le postulat que la politique monétaire pourrait être menée de manière « neutre », c'est-à-dire sans générer des effets redistributifs entre différentes catégories de la population. Ce présupposé ayant été battu en

brèche par les effets constatés des interventions massives mises en œuvre depuis lors, la question de la légitimité démocratique de l'action monétaire se pose donc naturellement. Elle est traitée, avec les mêmes interrogations mais de manière diamétralement opposée, par ces deux ouvrages destinés au grand public, récemment parus des deux côtés de l'Atlantique.

Le premier est empli d'une vision optimiste de l'action publique dans l'économie : puisqu'une certaine dose de « dirigisme monétaire » est apparemment nécessaire pour maîtriser le niveau croissant d'incertitude, il est grand temps de (re)démocratiser les banques centrales. Sans surprise, l'ouvrage défendant cette thèse est celui publié de ce côté-ci de l'océan par Éric Monnet, ancien économiste à la Banque de France, directeur d'études à l'EHESS et fraîchement lauréat du Prix du meilleur jeune économiste du Cercle des économistes. Il nous offre une synthèse accessible des derniers débats académiques sur le sujet, et introduit la définition imagée de « Banque-providence » pour expliciter l'idée que la banque centrale est le moteur de l'État-providence, « assureur de dernier ressort » contre toute incertitude. Historien de la Banque de France à l'époque des Trente Glorieuses, Monnet s'inspire directement de cette expérience et en tire sa proposition principale : recréer des « Conseils du crédit », censés délibérer de tout choix monétaire générant des effets redistributifs. Rattachés aux parlements, ces organismes permettraient selon lui une « réappropriation démocratique » de la politique monétaire, sans pour autant menacer l'indépendance opérationnelle des banquiers centraux.

Le deuxième ouvrage, paru aux États-Unis, est porteur (encore une fois, sans

surprise) d'une vision beaucoup plus pessimiste du rôle économique de l'État : puisque l'intervention publique génère des distorsions de plus en plus graves dans nos économies, il est grand temps de demander des comptes à ces « seigneurs de l'argent facile » que sont devenus les banquiers centraux. Christopher Leonard, journaliste d'investigation réputé, contributeur au *New York Times* et au *Wall Street Journal*, s'attache ici à reconstruire (non sans quelques erreurs ponctuelles, mais généralement avec rigueur) le déroulé des événements qui ont porté, depuis la fin des années 1980, à l'établissement d'un biais systématique en faveur de politiques monétaires toujours plus expansionnistes, génératrices d'effets redistributifs bénéficiant aux plus riches. Le récit, très vivant, est tissé à partir des biographies de ses protagonistes, et en particulier de deux figures présentées comme antagonistes : Tom Hoenig (le seul directeur de la Federal Reserve (Fed) s'étant opposé à la politique d'assouplissement quantitatif, proche de la droite libertarienne) et Jerome Powell (l'actuel président de la Fed, proche des élites d'affaires du Parti républicain). En dépit d'un ton parfois moralisateur, Leonard parvient à expliquer efficacement pourquoi la banque centrale des États-Unis a fini par être dominée par la « doctrine Greenspan » : une focalisation exclusive sur l'inflation des prix des biens, négligeant l'inflation des prix des actifs.

Si différents et pourtant si similaires, ces deux ouvrages partagent le grand mérite de souligner à quel point « le roi est nu » : une réflexion sur la légitimité démocratique de la politique monétaire est, en effet, devenue inévitable. Ils partagent également une certaine réticence à s'aventurer dans une question plus subtile (mais sans doute plus fondamentale) : pourquoi, dans la zone euro

comme aux États-Unis, les autorités monétaires se sont-elles retrouvées, bon gré mal gré, à exercer une fonction de suppléance des autorités budgétaires, paralysées par des impasses politiques chroniques ? Autrement dit, le problème de la « réappropriation démocratique » de l'action publique semble concerner bien d'autres domaines que celui de la politique monétaire. En dépit de leurs réticences, les contributions de Monnet et de Leonard nous fournissent des éléments très utiles pour entamer une réflexion plus large autour de cette question, si essentielle pour la survie de nos démocraties contemporaines.

**Stefano Ugolini**

## Sécurité/Stratégie

### DEMAIN LA CHINE : GUERRE OU PAIX ?

Jean-Pierre Cabestan  
Paris, Gallimard, 2021, 288 pages

### THE AVOIDABLE WAR: THE DANGERS OF A CATASTROPHIC CONFLICT BETWEEN THE US AND XI JINPING'S CHINA

Kevin Rudd  
New York, PublicAffairs, 2022,  
432 pages

Si l'agression russe en Ukraine a ramené la guerre en Europe, c'est en Asie que menace d'éclater un conflit bien plus terrible encore, qui opposerait directement les deux États les plus puissants de la planète. Le danger d'un

affrontement entre la Chine et les États-Unis est dans tous les esprits depuis une vingtaine d'années et semble aujourd'hui plus grand que jamais.

Écrits avant l'invasion du 24 février 2022, nouvelle étape dans la dégradation des relations sino-américaines, ces deux ouvrages ont pour objet d'évaluer ce risque pour mieux le conjurer. Tous deux prennent pour point de départ le désormais incontournable « piège de Thucydide », théorisé par Graham Allison. On sait que selon le politiste de Harvard, inspiré comme d'autres avant lui par le récit de la guerre du Péloponnèse, une hégémonie chinoise serait en passe de remplacer l'hégémonie américaine, et que cette transition pourrait coûter au monde la relative paix qu'il connaît depuis 1945. Quel que soit le bien-fondé de cette thèse, personne ne soutient que le libre arbitre des hommes d'État est aboli par le déterminisme. Il est dès lors légitime de se demander à quel point ils sont résolus à la guerre, et ce qu'ils pourraient mettre en œuvre pour préserver la paix.

Jean-Pierre Cabestan est reconnu comme l'un des meilleurs spécialistes du régime politique et de la politique étrangère de la Chine contemporaine. Le propos de son livre est d'évaluer la disposition de la Chine à recourir à la force sur les principaux théâtres envisageables : à Taiwan pour réaliser l'annexion de l'île ; en mer de Chine méridionale pour parachever sa maîtrise de cet espace ; contre le Japon pour le chasser des îles Senkaku/Diaoyu ; contre l'Inde afin de prendre le dessus dans le différend frontalier ; en « OPEX » (l'auteur reprend à son compte la terminologie française) enfin, dans le but de protéger ses ressortissants et ses intérêts à l'étranger, voire d'intervenir dans une guerre civile pour s'y ménager une issue favorable.

Cabestan ne nie pas que la course aux armements et le nationalisme ambiant ne donnent une certaine vraisemblance à chacun de ces scénarios, la plupart d'entre eux pouvant conduire la Chine à une guerre avec les États-Unis. Le cœur de l'ouvrage est consacré au problème taïwanais, insoluble tant que la Chine sera ce qu'elle est car, comme l'écrit l'auteur avec une retenue poignante, la disparition de Taïwan est « inacceptable pour tout être humain civilisé et rationnel ». Son diagnostic d'ensemble se veut toutefois mesuré. En s'appuyant sur une étude fine des actions récentes entreprises par la Chine ainsi que sur l'opinion des experts chinois, il conclut que Pékin préférerait encore parvenir à ses fins sans user de violence.

Derrière son militarisme tapageur, la Chine se serait déshabituée de la guerre et aurait conscience de son inexpérience et des limites de ses capacités, certes en progression constante. Elle devrait donc continuer à se maintenir sous le seuil du recours à la force, en profitant des « zones grises », selon le concept à la mode auquel l'auteur aurait peut-être pu réserver un accueil plus critique. On peut aussi regretter son opposition récurrente des « réalistes », dont l'influence dominante en Chine serait belligère, et des « constructivistes » épris de paix, une opposition qui ne nous paraît pas tant schématique que dépourvue de sens : la controverse théorique, à supposer qu'elle soit univoque, ne se réduit pas au dialogue des faucons et des colombes ! Cette remarque ne saurait pourtant affecter l'appréciation positive d'un ouvrage très documenté, agréablement écrit et fort raisonnablement argumenté.

Le livre de Kevin Rudd, non moins dense et stimulant, commence en

quelque sorte là où le précédent s'achève. L'ancien Premier ministre australien, sinologue de formation, est l'un des observateurs de la Chine les plus écoutés. Lui aussi prend au sérieux le risque de guerre sino-américaine, sans chercher à l'exagérer. Reste que les années 2020 sont, écrit-il, la décennie de tous les dangers, car tous les facteurs qui poussaient autrefois la Chine et les États-Unis à surmonter leur méfiance ont disparu. Dans ce contexte, l'auteur estime que la priorité est de préserver le monde d'un « nouveau carnage à l'échelle industrielle », mais il reconnaît également que la paix avec la Chine ne saurait être atteinte au prix du sacrifice de la liberté politique. Le livre esquisse ainsi une « compétition stratégique dirigée », censée réconcilier, ou du moins gérer, la tension entre ces deux objectifs – en attendant des jours meilleurs.

Puisque c'est de la Chine de Xi Jinping que l'on parle, il importe de connaître les objectifs de l'homme qui pourrait encore diriger ce pays en 2030. L'essentiel de l'ouvrage est consacré à un inventaire hiérarchisé de ses objectifs, pour parvenir à l'idée, répétée comme un mantra, de compétition stratégique dirigée. Kevin Rudd préconise des concessions mutuelles, fondées non sur la confiance mais sur la vérification, en vue d'une entente sur des lignes rouges qui ne seraient pas rendues publiques. L'ouvrage n'est pas toujours très explicite sur ce point, mais des pistes sont bien proposées : la Chine renoncerait à altérer davantage la situation en mer de Chine méridionale tandis que l'arrêt des contacts officiels de haut niveau entre Washington et Taipei l'aiderait à se satisfaire du *statu quo* à Taïwan. L'auteur, qui se défend de toute naïveté, met d'avance ses critiques au défi : a-t-on mieux à proposer qu'une stabilisation des relations sino-américaines par la mise en place de garde-fous, chacun

conservant la latitude de vanter son modèle et de renforcer ses capacités, sans faire un pas de plus vers l'impensable ?

Une question demeure à la lecture de ces deux livres centrés sur la Chine : en fin de compte, la plus grande incertitude ne porte-t-elle pas aujourd'hui sur les priorités et les lignes rouges des États-Unis ?

**Charles-Emmanuel Detry**

**THE BIN LADEN PAPERS: HOW THE ABBOTTABAD RAID REVEALED THE TRUTH ABOUT AL-QAEDA, ITS LEADER AND HIS FAMILY**

Nelly Lahoud

New Haven, Yale University Press, 2022, 384 pages

Nelly Lahoud, spécialiste du terrorisme au *think tank* New America et ancienne enseignante à l'académie militaire de West Point, a eu accès à plusieurs dizaines de milliers de documents saisis par les Navy Seals lors de l'opération visant à éliminer Oussama Ben Laden. Elle en tire un riche ouvrage qui nous offre une plongée dans la tête du fondateur d'Al-Qaïda et de ses proches conseillers. On retiendra plus spécifiquement quatre aspects de ce livre remarquable.

Tout d'abord, on mesure à quel point la « guerre contre le terrorisme » enclenchée par George W. Bush après les attentats du 11 septembre 2001 a pesé sur Al-Qaïda. Après la perte de son sanctuaire afghan, l'organisation djihadiste se retrouve littéralement éclatée, obligée de lutter pour sa survie. Plus

tard, l'utilisation par l'armée américaine de drones armés au Waziristan fait peser une menace constante sur les cadres du groupe. Les analystes qui, voici une quinzaine d'années, parlaient du retour en force d'« Al-Qaïda central » en sont pour leurs frais.

*The Bin Laden Papers* permet également de mieux apprécier la nature des relations entre Oussama Ben Laden et les talibans. L'émir d'Al-Qaïda respectait le mollah Omar, mais il se méfiait considérablement d'autres dignitaires de ce mouvement. Il présentait par exemple que le mollah Baradar pourrait un jour négocier avec les Américains, au détriment du djihadisme transnational. En 2020, c'est précisément ce chef taliban qui a signé l'accord de Doha actant le retrait des États-Unis d'Afghanistan, exigeant en contrepartie la rupture des liens entre les talibans et Al-Qaïda.

L'ouvrage de Nelly Lahoud donne par ailleurs de nombreux détails sur les rapports entre l'Iran et le groupe terroriste. Alors que l'administration Trump laissait entendre que Téhéran soutenait l'organisation djihadiste, les documents collectés dans la cache d'Abbottabad montrent au contraire que des cadres d'Al-Qaïda, et plusieurs membres de la famille de Ben Laden, se sont retrouvés piégés en Iran après leur fuite d'Afghanistan. Les services de sécurité iraniens ont vu un intérêt évident à garder ces individus en résidence surveillée. Ils ont ainsi pu s'en servir pour tenter de négocier un arrêt des attaques anti-chiïtes en Irak, ou pour obtenir la libération d'otages.

Enfin, *The Bin Laden Papers* éclaire sous un nouveau jour les relations entre Al-Qaïda central et ses filiales régionales. Les spécialistes du terrorisme se sont longtemps demandé quel degré de

contrôle Oussama Ben Laden exerçait véritablement sur les « franchises » de son groupe. Au regard des communications internes analysées par Nelly Lahoud, la réponse est sans appel : quasi-nul. Par exemple, après la mort d'Abou Moussab Al-Zarqaoui, lorsque ses successeurs ont décidé de transformer Al-Qaïda en Irak en État islamique d'Irak, ils n'ont même pas pris la peine de consulter le niveau central.

Frustré par l'évolution du djihad global et par ses conditions de vie à Abbottabad, Ben Laden ne désespérait pas de vaincre l'Amérique. Au moment de sa mort, il travaillait à un nouveau plan stratégique, censé mettre à genoux les États-Unis, et visait notamment le trafic des supertankers. Il préparait également une grande allocution pour le dixième anniversaire des attentats du 11 Septembre. Le 1<sup>er</sup> mai 2011, les Navy Seals ont coupé court à ces projets.

**Marc Hecker**

## Europe

### DEUTSCHE EUROPAPOLITIK. VON ADENAUER BIS MERKEL

Gisela Müller-Brandeck-Bocquet (dir.)  
Heidelberg, Springer, 2021,  
400 pages

L'ouvrage coordonné par Gisela Müller-Brandeck-Bocquet, professeure de science politique à l'université de Würzburg, se consacre entièrement à l'analyse de la politique de construction

européenne de l'Allemagne depuis la naissance de la RFA, en 1949, jusqu'au départ de la chancellerie d'Angela Merkel en 2021. Structuré en cinq grands chapitres, il analyse les politiques européennes des chanceliers chrétiens-démocrates Adenauer, Erhard et Kiesinger dans le premier chapitre ; puis celles des chanceliers sociaux-démocrates Brandt et Schmidt dans le suivant ; avant de passer en revue les 16 années de pouvoir d'Helmut Kohl ; suivies des années Schröder et enfin de l'ère Merkel dans le dernier chapitre.

On chercherait en vain dans cet ouvrage des analyses sur le choix de l'Allemagne entre l'idée d'un fédéralisme/supranationalisme européen ou une approche intergouvernementale ; ou sur sa volonté de dominer l'Europe ou, au contraire, son approche post-nationale.

L'objectif de ce livre – et on s'en réjouit – est autre. Il informe les lecteurs des positions allemandes sur toutes les grandes questions qui ont jalonné la construction européenne depuis 1950 : l'élaboration des traités de Rome, Maastricht, Amsterdam, Nice et Lisbonne ; la mise en place des principales politiques européennes (notamment la Politique agricole commune, la politique commerciale, la politique monétaire)... L'ouvrage décrit minutieusement les approches allemandes en matière d'élargissement de la Communauté économique européenne, puis de l'Union européenne (de 1973 à 2013), ainsi que de politique étrangère et de sécurité commune. La dimension franco-allemande, une des spécialités de l'auteure, n'est pas oubliée mais évidemment intégrée à chaque partie sans former un chapitre à part.

Le livre offre une présentation condensée des principales orientations, des



objectifs et des réalisations (mais aussi des déficits, contradictions et problèmes) de la politique européenne allemande, de ses débuts à aujourd'hui. La nouvelle édition aborde en outre plus particulièrement l'agenda de la politique européenne, ainsi que les positions et défis allemands de la chancellerie d'Angela Merkel, y consacrant un tiers de l'ouvrage. Riche en détails et analyses, rédigé selon les règles de la science politique allemande, le livre de Gisela Müller-Brandeck-Bocquet entend d'abord informer et éclairer. Unique en son genre, à la fois modeste dans son approche (dépourvu de toute forme de polémique ou de critique gratuite) et généreux dans son plan, il est incontournable pour comprendre la politique de construction européenne de l'Allemagne. Une traduction en français s'impose.

**Hans Stark**

### THE RESPONSIBILITY TO DEFEND: RETHINKING GERMANY'S STRATEGIC CULTURE

Bastian Giegerich et Maximilian Terhalle  
Londres, Routledge, 2021,  
148 pages

Dans son discours au Bundestag du 26 février 2022, le chancelier Scholz a annoncé une révolution copernicienne en matière de politique de défense et de sécurité en Allemagne. Cette décision n'est pas seulement due à l'invasion russe en Ukraine. Elle s'explique aussi par un besoin criant en matière de défense : l'Allemagne, en dépit des 50 milliards d'euros initialement consacrés à la défense dans son budget 2022 (avant l'invasion), n'est en mesure ni de

se défendre, ni de contribuer substantiellement à la défense de l'Europe, que ce soit dans le cadre de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) ou dans celui de l'Union européenne.

L'état de sous-financement et de sous-équipement de la Bundeswehr est connu de longue date. Mais pour mieux comprendre l'étendue du désastre dans lequel se trouvent les forces armées allemandes, l'ouvrage de Bastian Giegerich (directeur d'analyse militaire et de défense à l'Institut international d'études stratégiques) et Maximilian Terhalle (enseignant-chercheur au King's College de Londres) arrive à point. Il montre que le « tournant » de la politique de défense allemande ne s'inscrit pas dans une attitude « aventuriste » (qui aurait oublié les leçons du passé...), mais découle du simple droit à l'auto-défense d'un État souverain face à une menace extérieure précise et explicite, ainsi que des obligations auxquelles l'Allemagne a souscrit dans le cadre de son appartenance à l'OTAN.

L'ouvrage se décline en cinq chapitres : les origines de la conduite allemande (chapitre consacré au poids de l'histoire et des facteurs structurels) ; les difficultés de la politique de sécurité allemande (les limites imposées à l'Allemagne en matière d'opérations extérieures, le rôle du Parlement, l'évolution des dépenses budgétaires) ; la politique industrielle et d'acquisition de l'armement (l'insuffisante maîtrise des nouveaux armements, les restrictions en matière d'exportation d'armements, le secteur industriel de production d'armements) ; l'environnement géostratégique de l'Allemagne (les relations entre l'Allemagne et ses alliés, les défis posés par la Russie et la Chine) ; enfin, en forme de conclusion, un appel des



deux auteurs en faveur d'une nouvelle politique de sécurité.

Le livre de Giegerich et Terhalle montre avec précision que l'Allemagne n'est pas parvenue, depuis son unification en 1990, à se doter des moyens politiques, financiers, industriels, mais aussi théoriques nécessaires pour permettre à ses forces armées, largement intégrées à l'OTAN, de répondre aux besoins de sécurité de la République fédérale et de ses alliés. C'est là un échec collectif que les derniers chanceliers, de Kohl à Merkel, doivent assumer, et avec eux la classe politique et l'opinion publique. Le présent ouvrage n'est pas un appel à une politique militaire débridée, mais à une prise de conscience des responsabilités de l'Allemagne : la responsabilité de défendre ses citoyens, et ceux de ses alliés.

**Hans Stark**

## Afrique

---

### LE DÉCLIN FRANCO-AFRICAIN. L'IMPOSSIBLE RUPTURE AVEC LE PACTE COLONIAL

Frédéric Lejeal

Paris, L'Harmattan, 2022,  
456 pages

Dans ses relations avec l'Afrique, « la France passe son temps à s'autoflageller », regrettait un « haut diplomate » devant Frédéric Lejeal lors d'un entretien préparatoire à sa somme critique sur le « déclin franco-africain ». Mais son livre participe lui aussi de cet exercice délétère et contre-productif, surtout

dans sa section finale qui dénonce pêle-mêle en France un racisme anti-Noirs dans l'art et la littérature, ainsi que l'ignorance sociétale du continent africain, bien que la classe politique et les dirigeants n'aient cessé d'exciper de leur proximité et leur sympathie envers cette partie du monde. La sensibilité blessée de l'auteur lui joue un mauvais tour, en s'appuyant sur ce qui aurait pu être la solidité objective de son plaidoyer pour un sursaut nécessaire, pour un rapport à l'Afrique assaini et libéré de ce qu'il nomme le « pacte colonial ».

Le principal mérite de ce témoignage indigné de l'ancien rédacteur de la publication confidentielle *La Lettre du Continent* ne se situe donc pas dans son aspect théorique, peu original et qui s'inscrit dans la ligne d'un courant montant de « décolonisation » des réflexions sur l'Afrique dans le monde occidental. Sa dénonciation du maintien d'un « pacte colonial » dans les relations franco-africaines n'a rien de novateur par rapport à la recherche universitaire française sur l'Afrique. L'expression, qui ne désigne pas dans cette acception l'ancien système économique de l'« exclusif » durant l'ère coloniale, mais une continuité stratégique avec celle-ci après la décolonisation, avait déjà été employée en ce sens, conjointement avec celui de « paradigme colonial », par la revue *Politique africaine* dans un numéro thématique de 2007. La notion de « schizophrénie » de la position française envers l'Afrique, tirillée entre appels à la démocratisation et soutien de régimes autoritaires et corrompus, y était déjà exprimée elle aussi.

Le caractère opportun ou non de ces emprunts conceptuels n'est pas l'essentiel de l'intérêt du livre pour un public africaniste. Frédéric Lejeal fait preuve d'une authentique originalité et d'une

grande précision dans l'appréhension de l'aspect économique du déclin de la France dans son ancien « pré carré » africain, comme dans l'examen détaillé des limites bien réelles des succès français dans ce qu'il appelle, de manière assez inappropriée il est vrai, « cette Afrique utile » hors des anciennes colonies françaises.

Sa connaissance personnelle approfondie du ballet des acteurs individuels des rapports franco-africains anime l'ensemble d'un ouvrage qui tourne ici ou là à une véritable chronique de cour, vue par un journaliste remarquablement informé.

Construit de manière un peu lâche pour un texte parfois trop dense, *Le Déclin franco-africain* est cependant scrupuleusement actualisé, contrairement à beaucoup de publications universitaires. Il constitue donc un guide précieux pour l'analyse de la politique africaine du premier quinquennat d'Emmanuel Macron, sur laquelle il est aussi sévère que bien d'autres observateurs. Tous ceux qui s'intéressent à cette politique très personnelle, dans sa continuité comme dans ses ruptures avec le passé, doivent lire cet ouvrage, inégal mais attachant et rempli d'informations que l'on ne trouvera pas ailleurs.

**François Gaulme**

## Asie

### UN TRIANGLE STRATÉGIQUE À L'ÉPREUVE. LA CHINE, LES ÉTATS-UNIS ET L'ASIE DU SUD-EST DEPUIS 1947

Pierre Journoud (dir.)

Montpellier, Presses universitaires de la Méditerranée, 2022, 480 pages

C'est peu dire que l'Asie du Sud-Est est un des espaces privilégiés de la rivalité sino-américaine. Aucun terrain n'est épargné, et la concurrence s'exprime en tous domaines : économique et financier, culturel, politique et militaire. Les tensions se sont multipliées et intensifiées ces dernières années, radicalisant encore des antagonismes anciens.

Avant d'ouvrir cet ouvrage, un lecteur peu averti aurait souhaité comprendre à l'aide d'exemples solides en quoi les relations entre Chine, États-Unis et Asie du Sud-Est constituent un triangle stratégique, afin de mieux mesurer l'impact des évolutions en cours. Un des postulats développés par l'auteur dans son introduction est que cette concurrence est ancienne et date du lancement de la guerre froide en 1947 ; elle a pris un tour nouveau après la rupture sino-soviétique, qui a eu des conséquences directes en Asie du Sud-Est sur lesquelles le lecteur aurait aimé des développements plus analytiques.

Mais la démonstration de l'auteur s'attache aux nombreuses expressions de cette « nouvelle » guerre froide, aux impasses diplomatiques qui s'accumulent et s'exacerbent, rendant encore plus délicates les positions des pays d'Asie

du Sud-Est. Depuis l'arrivée de Xi Jinping au pouvoir (2013), la région – qui n'avait jamais disparu des radars chinois – revient dans le viseur et bénéficie d'une attention privilégiée et suivie, qui démontre, à l'inverse, les paradoxes et contradictions des différentes administrations à Washington. De la BRI (Belt and Road Initiative) à des actions de *soft power* bien ciblées (on pourrait rapidement évoquer la diplomatie du vaccin pendant la crise sanitaire), la Chine apparaît omniprésente en Asie du Sud-Est, poussant l'administration Biden à adopter une position qui apparaît de plus en plus réactive, voire défensive. Elle occupe l'espace, littéralement, sans scrupule, au point que Pierre Journoud pose la question d'une « nouvelle hégémonie chinoise en Asie du Sud-Est ».

On aurait souhaité une analyse approfondie de cette question majeure pour l'avenir du monde. Mais c'est en histoire que Pierre Journoud aborde son argumentation et, à ce titre, l'ouvrage paraît parfois un peu long en même temps que limité : la sélection des thèmes traités est discutable (« la stratégie révolutionnaire d'Hanoï » par exemple, ou l'accent unidirectionnel de la seconde partie sur la troisième guerre d'Indochine), et le lecteur peut avoir du mal à les raccrocher avec la problématique annoncée. De même, le lecteur pourra s'interroger sur le choix de thèmes relevant plus de la compilation opportuniste que de la démonstration rigoureuse.

La troisième et dernière partie nous ramène à l'actualité, avec des contributions certes intéressantes et de qualité mais manquant d'un fil conducteur fort. C'est regrettable car le sujet constitue une des questions les plus sensibles et déterminantes des relations internationales contemporaines. C'est, enfin, avec

une conclusion consacrée aux conséquences des tensions au sein du triangle stratégique sur la place et le rôle de l'Europe en Asie du Sud-Est, qu'on en revient au cœur du thème. L'Europe pourra-t-elle capitaliser sur les frustrations générées par ce triangle, et se projeter comme une force d'innovation ?

**Sophie Boisseau du Rocher**

## LES 15 JOURS QUI ONT FAIT BASCULER KABOUL

David Martinon

Paris, L'Observatoire, 2022,

304 pages

L'image de David Martinon reste attachée à Nicolas Sarkozy, dont il fut porte-parole à l'Élysée en 2007-2008, après avoir été son conseiller diplomatique place Beauvau. C'est dans le cadre de cette fonction auprès du ministre de l'Intérieur qu'il découvre Kaboul en 2002. Le gouvernement cherche alors à fermer le camp de Sangatte, où affluent des milliers de réfugiés, dont beaucoup d'Afghans.

En 2018, David Martinon retourne en Afghanistan, en qualité d'ambassadeur. Il y restera jusqu'à son évacuation, après la prise du pouvoir par les talibans. *Les 15 jours qui ont fait basculer Kaboul* n'est pas seulement – en dépit du titre – le récit des événements dramatiques de l'été 2021. Une bonne part de l'ouvrage est consacrée à la vie de l'ambassade avant l'offensive talibane, et à l'analyse des facteurs qui ont conduit à l'éviction du président Ashraf Ghani. La corruption est notamment pointée du doigt. L'équivalent de 4 à 8 plans Marshall ont été déversés en deux

décennies sur le pays, créant « une économie de rente, celle de l'aide internationale, captée par les prédateurs de tous ordres ».

L'auteur livre quelques anecdotes qui en disent long sur les dysfonctionnements de la communauté internationale. Par exemple, après le scrutin présidentiel de 2019, entaché de fraudes, deux candidats se proclament vainqueurs : Ashraf Ghani et Abdullah Abdullah. Alors que les ambassadeurs européens se réunissent pour s'accorder sur une position, le Haut représentant de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité leur coupe l'herbe sous le pied en adressant un message de félicitations à A. Ghani. « Toute tentative de dénoncer le fait accompli du président est désormais impossible », commente le diplomate français.

David Martinon montre aussi comment la France a anticipé le retour des talibans et évacué plus de 600 personnes – dont de nombreux Afghans – entre le 20 mai et le 27 juin 2021. La position de l'ambassade était pourtant alors loin d'être consensuelle. Certaines organisations non gouvernementales critiquaient une forme d'alarmisme, dénonçant le risque d'une prophétie auto-réalisatrice. Et les autres États occidentaux refusaient d'engager des opérations de rapatriement jugées prématurées. Avec l'effondrement du régime, les évacuations se sont accélérées. L'auteur rend un hommage appuyé aux diplomates, policiers et militaires français qui ont pris des risques considérables pour tenter d'exfiltrer tous leurs compatriotes et un maximum d'Afghans.

L'ouvrage de David Martinon constitue un témoignage de première main sur

une crise majeure. Il mérite assurément d'être lu. On exprimera néanmoins deux regrets. D'une part, l'ambassadeur évoque une manipulation des faits sur des interprètes de l'armée française qui auraient été abandonnés : on aurait aimé en savoir davantage, alors que des journalistes et des personnalités politiques ont dénoncé le sort des « harkis d'Afghanistan ». D'autre part, la presse n'a pas manqué de souligner que d'autres pays européens (Royaume-Uni, Allemagne, Italie, etc.) avaient évacué nettement plus de personnes que la France. On supposera que cette différence est liée au fait que ces pays disposaient encore d'une présence militaire significative en Afghanistan au premier semestre 2021 : les explications de l'ambassadeur auraient, ici aussi, été utiles.

**Marc Hecker**

## Moyen-Orient/Monde arabe

### LE TEMPS DES MONSTRES.

#### LE MONDE ARABE, 2011-2021

Hamit Bozarslan

Paris, La Découverte, 2022,

254 pages

Le titre, qui suscite interrogation, est explicité par son sous-titre : « Le monde arabe, 2011-2021 ». Quant aux « monstres », l'auteur vise entre autres les « antidémocraties » que sont l'Iran, la Turquie et la Russie, auxquels il a par ailleurs consacré un ouvrage<sup>1</sup>. Représentant des articles publiés dans diverses

1. Hamit Bozarslan, *L'anti-démocratie au XXI<sup>e</sup> siècle. Iran, Russie, Turquie*, Paris, CNRS Éditions, 2021.

revues depuis une dizaine d'années, Hamit Bozarslan nous offre le panorama d'une décennie tragique, entre l'échec des printemps de 2011, celui des révoltes nées en 2019, le développement des mouvements djihadistes et les répressions des autocrates en place.

Il note d'emblée que les révolutions arabes ne se réclamaient d'aucun modèle. Il s'agissait de façon banale de « réponses à l'autoritarisme massif des pouvoirs, à leur kleptomanie, à leur capitalisme de copains, à la violence née aux marges des sociétés... à une fatigue sociale anéantissant toute vitalité ». S'il reconnaît que ces révolutions ont conduit à des « défaites », pour autant cet « instant révolutionnaire n'a pas été un moment creux ou vide de sens ». Il a mis à nu les pouvoirs illégitimes, leurs failles et leurs fragilités. Il est vrai que des graines ont été semées, et que l'aspiration aux libertés ne s'éteindra pas du jour au lendemain.

L'approche du livre est chronologique et décrit les principales étapes qui ponctuent une décennie de violences. Les années 2014-2015, qui font l'objet de plusieurs chapitres, apparaissent comme une période charnière, caractérisée par un mélange de chaos et de retour à l'ordre. En Égypte, exploitant le mécontentement suscité par la gestion incohérente des Frères musulmans, le général Sissi prend le pouvoir, avec l'appui de l'armée, en bénéficiant d'une complaisance internationale. L'ordre, qui n'y a jamais été véritablement menacé, règne dans les monarchies du Golfe. La Libye, comme le Yémen, se désintègre dans la violence. La Russie vient massivement au secours du régime syrien en coordination avec l'Iran. L'État islamique étend son emprise territoriale et prend le contrôle d'une vaste zone à cheval sur la Syrie et l'Irak.

Pour l'auteur, 2018 est « le temps des monstres », en clair le moment où se conjuguent les actions de l'Iran, de la Turquie et de la Russie pour exploiter cette situation chaotique, étendre leur influence voire imposer leur ordre. La diplomatie milicienne de l'Iran se développe non seulement en Irak mais également en Syrie, au Liban comme au Yémen. La stratégie d'expansion turque monte d'un cran afin d'éviter la création à ses portes d'un Rojava – une zone autonome kurde en Syrie – et prend le contrôle de l'enclave d'Afrin. La Russie, profitant du désengagement des États-Unis et de leur perte de crédibilité, y compris chez leurs alliés les plus proches, étend son emprise non seulement dans les pays avec lesquels des liens existaient déjà comme la Syrie ou l'Égypte, mais également en Iran, en Arabie Saoudite et en Israël. On constatera les conséquences de cette politique lorsque de nombreux pays arabes refuseront d'appliquer des sanctions contre la Russie après son agression contre l'Ukraine.

À un moment où l'attention est focalisée précisément sur la guerre en Ukraine, cet ouvrage rappelle fort opportunément que le monde arabe reste une zone de crise dont l'Europe ne peut se désintéresser.

**Denis Bauchard**

**DES ATOMES, DES SOURIS ET DES HOMMES. FRANCE-IRAN : LEURS RELATIONS NUCLÉAIRES JUSQU'À L'ACCORD DE VIENNE**

François Nicoullaud  
Paris, Hémisphères, 2022,  
384 pages

L'ambassadeur François Nicoullaud, à la fois acteur et témoin de la négociation

nucléaire qui s'est étalée sur de nombreuses années, travaillait depuis quelque temps sur ce livre qui retrace plusieurs décennies de relations entre la France et l'Iran dans le domaine du nucléaire. Sa mort brutale ne lui a pas laissé le temps d'achever son ouvrage, finalisé par un petit groupe d'universitaires amis. Au cours de sa carrière, François Nicoullaud a été à plusieurs reprises au cœur de ce dossier sensible, tout d'abord à la sous-direction des affaires atomiques et spatiales (1978-1981), puis comme directeur de cabinet du ministre de la Défense (1991-1993), enfin comme ambassadeur en Iran de 2001 à 2005.

Si les prémices de ces relations franco-iraniennes peuvent remonter à 1944, leur histoire ne prend la forme d'une coopération très active qu'en 1974, entre la France du président Giscard d'Estaing et l'Iran du Chah au sommet de son pouvoir, avec un programme ambitieux de construction de centrales nucléaires, et l'association de l'Iran au projet d'Eurodif d'enrichissement d'uranium. En 1979, l'instauration de la République islamique met fin à cette coopération, qui laisse la place à des négociations difficiles sur les différents contentieux provoqués par cette rupture. À partir de 2003, la relation prend un tour nouveau avec l'initiative française puis européenne de négocier un accord qui aboutira, en novembre 2004, à la suspension provisoire des opérations d'enrichissement iraniennes susceptibles de conduire à des applications militaires.

En fait, à la suite de l'ouverture proposée par le président Obama, la négociation s'étend, à partir de 2009, au P5+1, soit les cinq membres permanents du Conseil de sécurité plus l'Allemagne. Elle se conclura par l'accord de Vienne

– le Joint Comprehensive Plan of Action, JCPoA – du 14 juillet 2015.

Par-delà la description des nombreux rebondissements de ces négociations, c'est toute la relation entre la France et l'Iran qui est ici évoquée, marquée par de multiples péripéties, allant de la coopération à la rupture des relations diplomatiques puis au « dialogue critique » avec le président Chirac jusqu'à une grave crise avec Nicolas Sarkozy, dans une ambiance quelque peu belliciste de part et d'autre. En définitive, la France se ralliera, non sans réticences, à l'accord de Vienne, qui devait être remis en cause par Donald Trump en 2018.

François Nicoullaud a arrêté son propos à cette date. La suite a été caractérisée par beaucoup de maladresses et d'occasions manquées. Après plus de vingt ans de négociations, celles-ci connaissent une impasse lourde de menaces pour la stabilité de cette zone hautement inflammable qu'est le golfe Persique.

Ce livre, fortement documenté à partir d'archives diplomatiques et de nombreux témoignages recueillis par l'auteur, constitue une référence pour tous ceux qui s'intéressent au dossier nucléaire iranien et à la politique menée par la France à l'égard de l'Iran depuis plus de 50 ans. Le récit de cette relation bilatérale permet de voir comment se bâtit une négociation, mais aussi comment celle-ci peut être parasitée, voire perturbée, par des considérations de politique intérieure ou par le jeu des opposants à une solution négociée.

**Denis Bauchard**